

Questions orales

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE FAVORISER LE
MANITOBA

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, le gouvernement continue à soutenir que le Manitoba ne lui a présenté aucune demande en ce sens, qu'il n'a reçu de la province aucune proposition. Or ce n'est tout simplement pas le cas.

Si le ministre est sérieux à propos de ces règles du jeu équitable, le premier ministre annoncera-t-il qu'il est disposé à favoriser, pour reprendre l'expression du ministre à la Chambre, le Manitoba comme province méritant d'être considérée au même titre? Nous savons ce que cela signifie pour l'avoir déjà entendu dans le cas des F-18.

Le premier ministre est-il disposé à promouvoir le Manitoba comme il l'a fait pour Sept-Îles?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le député persiste à laisser entendre indirectement que les deux projets se concurrenceraient. Or il n'en est rien. Il ne s'agit pas de choisir entre le Manitoba et le Québec. On peut aisément construire deux fonderies. On peut facilement utiliser deux fonderies et nous examinerons les deux demandes sur un pied d'égalité. Tout le monde sera traité équitablement dans cette affaire. Il n'y a pas de problème à cet égard.

Je dis simplement que nous attendrons d'avoir en mains tous les documents concernant les deux projets et, si nous donnons suite aux deux à la fois, ce sera tant mieux. Ainsi, il y aura davantage d'emplois un peu partout au Canada.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Sur quoi se fonde-t-il pour affirmer qu'il n'y a pas conflit entre les deux projets? A-t-il un rapport d'étude qu'il pourrait mettre à la disposition de la Chambre et des différents gouvernements pour expliquer qu'il n'y a pas contradiction entre la déclaration faite à Québec par le premier ministre et la déclaration qu'il a lui-même faite ici aujourd'hui?

Y a-t-il dans cette affaire des subtilités qui m'échappent où le premier ministre est-il simplement victime de la fièvre électorale, monsieur le Président?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'aimerais savoir si le député est opposé à ce genre de projet, où qu'il soit implanté au Canada.

Nous examinerons toutes les demandes que nous recevrons avec impartialité et équité. Nous devons attendre d'avoir ces demandes entre les mains avant de donner notre réponse et nous ne les avons pas.

Je peux vous assurer, monsieur le Président, que ces demandes seront examinées avec impartialité, qu'elles proviennent du Québec, de la Colombie-Britannique, de Terre-Neuve ou de toute autre province. Il pourra même y avoir plus d'un projet,

nous n'avons aucune objection. Tout le monde est sur le même pied. Nous examinerons les demandes dès que nous les aurons et, nous l'espérons, grâce à une initiative du secteur privé, nous pourrions créer encore plus d'emplois pour les Canadiens.

* * *

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

LA FERMETURE DE L'USINE SIMONDS DE GRANBY—ON
DEMANDE L'AIDE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur et fait suite aux questions que je lui adressais hier concernant les 131 victimes de l'esprit du libre-échange qui ont été mises à pied par la compagnie Simonds.

Ce matin, les travailleurs lisaient la publicité du ministre, qui dit: «Le libre-échange, soyons prêts à en profiter. Les Canadiens se préparent pour le libre-échange, le gouvernement du Canada est là pour les aider».

Monsieur le Président, au nom des 131 travailleurs de la Simonds, qu'est-ce que le gouvernement canadien est prêt à faire pour ceux qui sont en train de perdre leur job parce que l'usine est transférée aux États-Unis, selon les bons principes du libre-échange? Qu'est-ce que le gouvernement est prêt à annoncer pour ces travailleurs?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, comme je l'avais supposé hier, les faits avancés par le député étaient tout à fait erronés. La société en question, connue sous le nom de *Simonds Industries Inc.*, possède quatre usines.

Elle en a deux aux États-Unis et deux au Canada. Pour des raisons d'économie et d'efficacité, la société a décidé de fermer une de ses usines canadiennes en vue de consolider ses activités dans l'Est et elle a également fermé son usine de Portland, en Oregon, pour concentrer la production de l'Ouest à son usine de Vancouver, en Colombie-Britannique. La société n'aura donc plus que deux usines au lieu de quatre, une à Vancouver et une aux États-Unis.

En outre, à ce qu'on me dit, la ville de Toronto sera l'emplacement d'un nouveau centre d'entreposage et de distribution; la société y aura également son siège social canadien, et elle a nommé un président pour diriger ses opérations canadiennes.

C'est pure invention que de dire que la fermeture de l'usine en question est en quelque sorte liée à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Dites donc la vérité. Si vous voulez vous présenter devant l'électorat, apprenez d'abord à dire la vérité.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, je pense que c'est tout un prix de consolation pour les 131 chômeurs de savoir qu'il va y avoir une *warehouse* à Toronto! Si c'est le genre d'économie qu'il veut construire, ce n'est pas cela qu'on veut!